



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre les féminicides

Question au Gouvernement n° 4055

Texte de la question

LUTTE CONTRE LES FÉMINICIDES

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Santiago.

Mme Isabelle Santiago. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Elle avait 22 ans et était mère d'une petite fille de 4 ans : elle a été tuée ce week-end à coups de couteau en pleine rue à Hayange.

Elle avait 30 ans et était mère de deux enfants : elle a été tuée à coups de marteau ce week-end à Arpajon.

Elle avait 31 ans et était mère de trois enfants : elle a été brûlée vive en pleine rue à Mérignac.

Quarante-trois féminicides insupportables ont été commis depuis le début de l'année, certains même en dehors du huis clos du domicile. Désormais, nous assistons aussi à des meurtres de femmes en pleine rue.

Où est donc la grande cause du quinquennat dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes ? Lutter contre ce type de violences est une urgence, une question de vie ou de mort. Il manque une volonté politique contre les féminicides. Il y a beaucoup de paroles, de la communication, mais où sont les actes – ceux que nous pouvons constater sur le terrain, dans nos circonscriptions ?

M. Pierre Cordier. Il n'y en a pas ! Il y a un numéro de téléphone !

Mme Isabelle Santiago. C'est d'un véritable plan d'urgence dont nous avons besoin.

J'avais déjà eu l'occasion de vous interpeller sur cette question l'an dernier à la suite d'un féminicide commis dans le Val-de-Marne. Les associations vous réclament un tel plan et je les soutiens. Il nous le faut, ainsi qu'un budget transversal aux différentes politiques publiques concernées, dont le montant a été estimé à 1 milliard d'euros. Il faut également que vous renonciez à votre projet de fermeture des commissariats la nuit.

Il convient aussi de réfléchir à la constitution, comme l'Espagne l'a fait il y a déjà quinze ans, de tribunaux dédiés aux violences conjugales. Cela suffit, nous voulons que les femmes et leurs enfants cessent de vivre dans la peur !

Mon expérience d'élue territoriale chargée de l'enfance en danger dans un conseil départemental m'a montré l'ampleur des drames humains pour ces enfants qui arrivent dans un foyer de l'enfance la nuit du meurtre de leur mère. Ma détermination vient de ces enfants victimes de psychotraumatismes graves, car les féminicides ne

mettent pas seulement fin à une vie ; ils brisent la vie d'enfants et de familles.

Monsieur le ministre, où est donc la grande cause du quinquennat dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes, dont les féminicides sont l'expression la plus violente et rappellent les dysfonctionnements que nous observons ?

M. le président. Merci, madame la députée...

Mme Isabelle Santiago. Où sont les mesures de l'État ? (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes SOC et LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Mme Elisabeth Moreno, *ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.* Je vous remercie de me permettre de reprendre la parole sur cette question éminemment grave dans notre société. Parler des violences sexistes et sexuelles, c'est arrêter de nier leur existence. Le moins que l'on puisse dire, c'est que depuis que le Président de la République a décidé que cette cause serait la grande cause du quinquennat, nous n'avons jamais autant parlé des violences faites aux femmes ;...

Un député du groupe LR . C'est faux !

M. Michel Herbillon. Ce sont des crimes, pas des violences sexuelles !

Mme Elisabeth Moreno, *ministre déléguée .* ...qu'on le reconnaisse ou non.

Pourquoi ces crimes font-ils aujourd'hui la une des médias ? Parce que toute la société est sensibilisée à cette question. Je le disais tout à l'heure, quatre lois ont été votées en trois ans pour protéger les femmes.

Vous parliez de budget : mon ministère a obtenu une augmentation de son budget de 40 % pour lutter contre ce type de violences.

Vous parliez des enfants : il faut évidemment s'en occuper. Nous soutenons des associations qui prennent en charge les enfants lorsqu'ils sont malheureusement victimes de ces violences, qui ne concernent pas toujours que les seuls adultes.

Et oui, il est temps que nous écoutions les victimes : c'est ce que fait le Gouvernement depuis 2017. Je l'ai rappelé tout à l'heure, ce fut aussi la raison d'être du Grenelle des violences conjugales : quarante-six mesures en ont découlé, comme l'augmentation de 60 % du nombre de places d'hébergement d'urgence pour accueillir des femmes.

Pardon, mais combien de mesures avons-nous prises, qui auraient dû l'être par les gouvernements précédents ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe Dem.*) Reconnaissez-le car, sinon, jamais on ne s'en sortira !

Le fléau des violences faites aux femmes concerne l'intégralité de notre pays, aussi bien le ministère de l'intérieur que ceux de la justice et de l'éducation. C'est l'égalité des sexes qu'il nous faut instaurer dans notre société et nous n'y arriverons pas seuls ! (*Mêmes mouvements.*)

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Santiago](#)

Circonscription : Val-de-Marne (9^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4055

Rubrique : Femmes

Ministère interrogé : Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances

Ministère attributaire : Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [26 mai 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [26 mai 2021](#)